

Dossier BOLIVIE

Carrefours du monde

Table des matières

Ce dossier relatif à l'atelier Bolivie est régulièrement mis à jour pour "coller" à l'actualité. Vos remarques, questions et critiques nous aident à parfaire ce dossier et sont donc les bienvenues. N'hésitez pas à nous les faire parvenir

par la poste :

Carrefours du Monde
Oxfam-Solidarité
Rue des Quatre-Vents 60
1080 Bruxelles

ou par courriel :

bva@oxfamsol.be

Avec le soutien
de la Direction générale
de la Coopération
au développement.

Oxfam-Solidarité,
Bruxelles 2012

Editeur Responsable :
Stefaan Declercq,
Rue de Quatre-Vents 60
1080 Bruxelles

	Introduction	3
	A Qui sommes-nous? B Quels sont les thèmes abordés dans ce dossier ?	
1	La Bolivie, un pays aux multiples visages	4
	A Diversité de paysages et de climats B Une population hétérogène	
2	La Bolivie d'hier et d'aujourd'hui	6
	A Les premières pages de l'Histoire B L'histoire contemporaine C De la société coloniale à l'État plurinational	
3	L'Altiplano, la vie aux pieds des glaciers	8
	A Le monde rural des Andes B Le monde urbain dans l'Altiplano C La fonte des glaciers menace-t-elle la vie dans l'Altiplano ? D Cosmvision andine, atout ou frein au développement ?	
4	El Oriente: une région riche et convoitée	12
	A Du bassin amazonien aux plaines du Chaco B Convoitise autour des meilleures terres du pays	
5	La Bolivie en quête de sa souveraineté	15
	A La Bolivie face au défi de la souveraineté alimentaire B La Bolivie face au défi de la souveraineté sur les ressources naturelles C La Bolivie face au défi du changement climatique	
6	En conclusion : la Bolivie entre luttes et changements	20
	Annexes	21
	• La Bolivie en quelques chiffres • Cartes	



A. Qui sommes-nous ?

Oxfam-Solidarité est une organisation non gouvernementale de coopération au développement et d'aide humanitaire.

Notre travail consiste à :

- > soutenir des organisations partenaires dans les pays du Sud ;
- > intervenir en cas de crises humanitaires via l'aide humanitaire aux victimes de conflits armés ou de catastrophes naturelles ;
- > mener des campagnes et des actions de plaidoyer ;
- > mettre sur pied des activités d'éducation au développement.

Oxfam-Solidarité, Oxfam-Magasins du Monde et Oxfam-Wereldwinkels forment ensemble Oxfam-en-Belgique, qui est elle-même membre de la confédération Oxfam International, qui regroupe 15 Oxfam dans le monde.

www.oxfam.org

> Pourquoi l'éducation au développement ?

Par éducation au développement, nous entendons **une éducation qui vise à changer les attitudes et les comportements des gens en vue d'un changement global**. Pour favoriser des changements structurels profonds dans les pays du Sud, d'importants changements de mentalité et de politiques doivent s'opérer dans le Nord. C'est la raison pour laquelle Oxfam-Solidarité consacre beaucoup d'énergie à l'éducation au développement au travers de la diffusion d'informations et de la sensibilisation du grand public. C'est dans cette optique que le service Education a conçu son projet éducatif « Carrefours du monde ». www.oxfamsol.be

> Qu'est-ce que Carrefours du monde ?

Carrefours du monde est un projet d'éducation permanent composé de deux ateliers d'immersion sur une surface de près de 600m² : Bolivie et Mondiapolis. Ces deux ateliers présentent des décors tridimensionnels grandeur nature dans lesquels les visiteurs seront amenés, grâce à une mise en situation réaliste, à participer à un scénario interactif basé sur l'expérience. L'atelier Bolivie traite du thème de l'impact du changement climatique

sur la sécurité alimentaire et les alternatives possibles comme l'agriculture familiale, solidaire et durable.

L'atelier Mondiapolis aborde quant à lui les conséquences néfastes de la globalisation économique actuelle, la problématique de l'économie informelle (travail sans contrat et sans protection sociale), les conditions de travail des femmes en particulier, le rôle des syndicats au Nord et au Sud, le rôle des investisseurs et des consommateurs. L'atelier met en évidence l'importance de revendiquer le droit au travail décent dans le monde.

> Pourquoi ce dossier ?

Une bonne préparation et un suivi sont des étapes indispensables dans le processus éducatif de Carrefours du monde. Ce dossier est destiné à aider les enseignants ou accompagnateurs de groupes à préparer leur visite à l'un des ateliers d'immersion. Beaucoup d'informations sont données lors de l'atelier, mais de manière parfois très condensée. Rien de tel donc que d'arriver préparés ! En plus de ce dossier, nous demandons aux participants de remplir une demande de visa en lien avec l'atelier qu'ils visiteront. Pour obtenir ce visa surfez sur le site Basta à l'adresse www.oxfamsol.be/basta

> Quel suivi après un atelier d'immersion ?

Sur ce même site Basta, les participants pourront ensuite participer à des concours offrant des prix originaux et alternatifs. En outre, chaque visiteur recevra **une farde Passe-à-l'acte**. C'est une farde de suivi qui propose, de façon ludique, des pistes d'action et des adresses pour devenir acteur de notre société. L'objectif de cette farde est de faire prendre conscience aux jeunes que chacun peut faire la différence en contribuant à la mise en place d'un monde plus juste et solidaire.

Pour les plus actifs parmi les visiteurs, nous offrons la possibilité de rejoindre **Oxfam-en-Action**, un réseau de bénévoles à partir de 16 ans qui s'engagent pour un monde plus juste. Ils participent notamment à nos activités de sensibilisation sur les festivals, à des manifestations, à des formations ou à des actions médiatiques. Oxfam-en-Action est le fruit d'une collaboration avec les autres Oxfams en Belgique. www.oxfamsol.be/action



B Quels sont les thèmes abordés dans ce dossier ?

Ce dossier s'adresse en premier lieu à la personne qui accompagnera le groupe de visiteurs à l'atelier Bolivie, afin de le guider dans sa préparation.

Le dossier dresse tout d'abord un aperçu général de la diversité géographique et culturelle de la Bolivie, de son passé historique, de la situation actuelle du pays marquée par la dynamique des mouvements sociaux.

Le dossier présente ensuite les grands enjeux auxquels est confrontée la Bolivie aujourd'hui, en particulier ceux liés à l'agriculture et à la souveraineté alimentaire. Pour ce faire, nous avons opté pour une approche par région, l'« *Altiplano* » d'une part et « *l'Oriente* » d'autre part. Nous abordons les thématiques de l'accès à la terre, de l'exode rural, des différents modèles agricoles en concurrence, des défis pour assurer la souveraineté alimentaire, des menaces pour la biodiversité et du défi que constituent les conséquences du changement climatique, tel que la fonte des glaciers.

De manière plus transversale, le dossier tente de montrer comment un pays marqué par des pillages successifs allant de la colonisation espagnole aux multinationales étrangères, essaye d'affirmer sa souveraineté ainsi que les alternatives qu'il propose en faveur d'un modèle de développement qui allie vie décente et respect de la *Pachamama*, la Terre-Mère.

De manière plus pratique, chaque chapitre se termine par un court résumé intitulé « à retenir ». Servez-vous en à votre guise ! Vous trouverez également en annexes des cartes et des chiffres récents.

L'atelier Bolivie quant à lui mettra le focus sur l'impact du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Bolivie. L'atelier est également un outil pour illustrer la campagne internationale d'Oxfam « CULTIVONS. La terre. La vie. Le monde ».

Nous vous souhaitons une bonne lecture ainsi qu'une bonne préparation !

1 La Bolivie, un pays aux multiples visages

A. Diversité de paysages et de climats

Enclavée au cœur de l'Amérique du Sud, la Bolivie n'a pas d'accès direct à la mer. Elle fait partie des pays traversés par la **Cordillère des Andes**. Trente-six fois plus grande que la Belgique, son territoire comporte trois régions distinctes : les plaines orientales, les vallées et les hauts plateaux de montagne.

Les plaines orientales (*el Oriente* ou *los llanos orientales*) couvrent les deux tiers du territoire, soit trois départements : Pando, Beni et Santa Cruz. Dans cette région, le climat tropical chaud et humide et les terres fertiles ont permis d'y développer une agriculture intensive. On y trouve de grandes exploitations agricoles (des agro-industries) qui produisent des cultures d'exportation comme du coton, du soja, du riz, du cacao, etc. Les forêts tropicales au nord de l'Oriente font déjà partie du bassin amazonien et sont traversées par de grands affluents de l'Amazone. Ici sont exploitées différentes variétés de bois. Enfin, dans la zone plus au sud de Santa Cruz, on exploite encore d'autres matières premières comme du pétrole, du gaz, des minerais de fer et des pierres précieuses.

Les vallées (*los Valles*) se situent entre les Andes et les plaines orientales. D'une altitude variant de 1000 à 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer, elles regroupent les départements de Cochabamba, Chuquisaca (dont la capitale Sucre), et Tarija. Le climat agréable de cette région permet la production de céréales comme le blé, l'avoine et le maïs. Au nord de Cochabamba en descendant vers les plaines, on arrive dans la région du Chapiro où est cultivée la feuille de coca. Les vallées plus profondes portent le nom de *Yungas*. On y cultive une grande variété de fruits tropicaux, du café, du thé, du tabac et également la coca.

Les hauts plateaux de montagne (*El Altiplano*) constituent la partie « andine » du pays, qui se situe entre les deux cordillères des Andes, l'occidentale et l'orientale. L'altitude moyenne est de 3800 m mais des glaciers comme l'Illimani, le Huayna Potosi, le Nevado Sajama dépassent les 6000 m d'altitude ! Cette région, qui regroupe les départements de La Paz, Oruro et Potosi, inclut aussi les deux principaux lacs de Bolivie : le lac *Titicaca* (sur la frontière avec le Pérou) et le lac *Poopo* (du côté de Oruro). Une autre spécificité géographique de la région est le *Salar de Uyuni*, une immense étendue de sel qui abrite un important minerai : le lithium, une ressource très convoitée pour la voiture verte de demain. La rudesse du climat et la qualité du terrain ont empêché le développement de l'agriculture.

Celle-ci se limite presque toujours à une agriculture de subsistance. Précisons que c'est ici qu'est née la culture de la pomme de terre, qui sera par la suite introduite en Europe par les Conquistadors. D'autres céréales ancestrales sont également cultivées dans la région, dont la plus connue aujourd'hui est le « *quinoa*¹ ». Les autres activités propres au monde rural sont l'élevage de lamas, de vigognes et d'alpagas ainsi que l'artisanat, principalement le tissage.

Par ailleurs, l'exploitation minière est une autre activité économique essentielle de l'Altiplano qui a donné naissance aux villes de Potosi et d'Oruro.

1. Le quinoa (écrit quinoa en quechua) est un grain souvent apparenté à une céréale bien que, biologiquement parlant, il fasse partie de la famille des épinards. Ses graines ressemblent par leur forme et leur couleur au millet. C'est un aliment très nutritif par sa haute teneur en protéines, nettement supérieure à celle de l'avoine, du maïs ou du riz par exemple.



B. Une population hétérogène

Avec ses 10 millions d'habitants, la population bolivienne est tout aussi variée que son paysage. La Bolivie est un des rares pays d'Amérique latine où la population est majoritairement d'origine indienne ($\pm 62\%$) ou plus exactement « **amérindienne** ». Les Aymaras et les Quechuas, qui habitent principalement l'Altiplano et les Vallées, sont les deux plus grandes communautés. Dans la partie orientale vivent de nombreuses autres communautés amérindiennes comme les Chiquitanos, Guaranis, Guarayos, Chiriguanos, Chacabos, etc. Le reste de la population bolivienne est composée de métis ou *Cholos* ($\pm 28\%$) et de blancs ou *Criollos* descen-

dants des Espagnols ($\pm 10\%$). La population bolivienne est donc multiethnique.

La principale langue en usage est l'espagnol, héritée de l'époque coloniale. Mais la constitution bolivienne de 2009, reconnaît 37 langues officielles dont l'aymara, le quechua et le guarani qui sont les trois langues amérindiennes les plus en usage aujourd'hui. La multiculturalité en Bolivie a permis de développer une grande diversité d'expression dans l'art, la littérature, la musique et même la gastronomie !



À RETENIR !

La Bolivie est un des rares pays d'Amérique latine où la population est majoritairement d'origine indienne ou « **amérindienne** » ($\pm 62\%$). Le reste de la population est composé de métis ou *Cholos* ($\pm 28\%$) et de blancs ou *Criollos* descendants des Espagnols ($\pm 10\%$).

La Bolivie n'a pas d'accès direct à la mer. Trente-six fois plus grande que la Belgique, son territoire comporte trois régions :

Les plaines orientales (*el Oriente*) couvrent les deux tiers de l'ensemble du territoire. Le climat est tropical chaud et humide et les terres fertiles ont permis d'y développer une agriculture intensive. On y trouve de grandes exploitations agricoles (des agro-industries) qui produisent des cultures d'exportation comme du coton, du soja, du riz, du cacao... Dans les forêts tropicales, partie du bassin amazonien, on y exploite différentes variétés de bois. Dans l'*Oriente*, on trouve de nombreuses matières premières comme du pétrole, du gaz, des minerais de fer et des pierres précieuses. La ville principale est Santa Cruz, poumon économique de la Bolivie.

Les vallées (*los Valles*) se situent entre les Andes et les plaines orientales. L'altitude va de 1000 à 2000 mètres. Le bon climat de cette région permet la production de céréales, une grande variété de fruits tropicaux, du café, du thé, du tabac et aussi la feuille de coca. Les villes principales sont Cochabamba et la capitale Sucre.

Les hauts plateaux montagneux (*El Altiplano*) constituent la partie « andine » du pays située entre les deux cordillères des Andes. L'altitude moyenne est de 3800 m mais des glaciers dépassent les 6000 m d'altitude ! La Paz et El Alto sont les deux villes les plus peuplées du pays. À cause de la rudesse du climat et de la qualité du terrain, l'agriculture y est très peu variée et rentable. Il s'agit surtout d'une agriculture de subsistance. On y cultive notamment le « *quinoa* ». L'exploitation minière est une autre activité économique essentielle de l'Altiplano qui a donné naissance aux villes de Potosi et d'Oruro.



La Bolivie a toujours été un pays extrêmement agité politiquement et socialement. Autrefois champion des coups d'État, le pays bat aujourd'hui des records en matière de mobilisation sociale. Pour bien comprendre la situation actuelle, il est important de connaître l'histoire de la Bolivie¹.

A. Les premières pages de l'Histoire

a) Les civilisations précolombiennes dans les Andes
Du **V^{ème} siècle avant J.-C. au XI^{ème} siècle, la Civilisation de Tiwanaku²** domine de vastes étendues de territoire autour du lac Titicaca. Elle pratique une agriculture variée (pomme de terre, quinoa, maïs, riz), l'élevage de lamas, le travail du bronze et le tissage.

Elle sera suivie du **XII^{ème} au XV^{ème} siècle** par la **Civilisation Inca** dont l'immense empire s'étend du nord de l'Équateur au nord du Chili. Cette civilisation se distingue notamment par son organisation et son efficacité à gérer l'approvisionnement en nourriture : les Incas avaient organisé les communautés villageoises (*Ayllus*) en fédérations. Chaque fédération occupait trois régions géographiques : montagne, vallée et basse terre tropicale. Grâce à cette structure reposant sur les « étages écologiques », les Incas bénéficiaient durant toute l'année d'une grande variété de nourriture.

b) La Colonisation espagnole

En **1532 : le débarquement de Francisco Pizarro** sur les côtes péruviennes a lieu au moment où l'empire inca est affaibli par des luttes intestines entre deux des enfants du dernier Inca. Malgré la résistance des Amérindiens, les Espagnols vont réussir à dominer l'empire et détruisent toutes les structures créées par les Incas. Ils abolissent l'agriculture collective et la remplace par une **agriculture de type féodal**. C'est ainsi que se créa une aristocratie de grands propriétaires fonciers et une classe d'ouvriers agricoles opprimés. Par la suite, la découverte des minerais précieux à Potosi et à Oruro va provoquer l'**esclavage** des peuples indiens pour l'exploitation minière. On estime à huit millions le nombre de vies humaines sacrifiées dans les mines !

c) La naissance de la République coloniale

En **1825, l'Indépendance** est proclamée et la **République de Bolivie** voit le jour. Dans les faits, il ne s'agit pas d'une décolonisation à proprement parler, où les autochtones récupéreraient leur pouvoir et autonomie. Il s'agit plutôt d'une rupture entre les « créoles », descendants des colons espagnols, et la métropole coloniale, l'Espagne. Commence alors l'ère des **Caudillos**, les patrons blancs qui dominent les Amérindiens en les réduisant à des citoyens de second rang.

¹ Dans ce chapitre, nous présentons les événements dans leur contexte historique. Certains de ces éléments seront développés et analysés plus en profondeur dans les chapitres suivants.

² Ou, en langue aymara, « Tiahuanaco »

De **1880 à 1950**, la Bolivie va vivre une série de guerres avec les pays voisins (également dominés par une élite blanche) et son territoire sera considérablement réduit. Gouvernements et régimes militaires se succèdent, laissant le pays dans un climat permanent d'oppression et de répression. L'année **1952** est marquée par la **Révolution du MNR** (Mouvement nationaliste révolutionnaire) : la révolte et la résistance indiennes gagnent du terrain. Les paysans et les mineurs commencent à créer des **syndicats**. Le **MNR** mène sa révolution et devient le plus grand parti politique du pays. Il instaure le **suffrage universel**, améliore l'éducation de la population rurale et **nationalise les plus grandes compagnies minières** du pays.

En '53, le **MNR organise une réforme agraire**. Malheureusement, celle-ci ne parvint pas à changer radicalement le sort des petits paysans car les titres de propriété ne furent jamais délivrés !

d) Les décennies de dictatures

Dans les **années '60**, comme dans de nombreux pays d'Amérique Centrale et du Sud, la Bolivie va connaître une succession de dictatures militaires. Celle du général d'extrême-droite **Hugo Banzer** est la plus marquante. Outre la re-privatisation des hydrocarbures, Banzer appliqua une politique de « blanchiment de la Bolivie » en octroyant gracieusement des terres fertiles à quelques privilégiés et à des migrants blancs venus notamment d'Afrique du Sud (les *Boers*). C'est ainsi que vont apparaître les agro-industries de l'*Oriente*. Face à ce recul flagrant par rapport à la **réforme agraire** de 1953, les peuples indiens organiseront des « **marches pour le territoire** » et recevront l'appui des syndicats. Mais la seule réponse donnée à leurs revendications fut la répression.

e) Démocratie et libre marché

Dans les **années 80**, les dictatures militaires d'Amérique du Sud tombent une à une. En Bolivie, la situation politique semble se stabiliser à partir de 1982. Sous l'apparence d'une jeune démocratie, le pays entre de plain-pied dans l'**économie libérale de marché**. Une orientation qui se traduit par de nombreuses mesures d'austérité économique, des licenciements massifs et une crise sociale conduisant à la marginalisation d'une grande partie de la population.



B. L'histoire contemporaine

a) Soulèvements et explosions sociales

En **2000**, un événement apparemment anodin va provoquer un soulèvement sans précédent : alors que le gouvernement bolivien concède la gestion de l'eau de la région de Cochabamba à une grande multinationale californienne, la *Bechtel Corporation*, la population entière de Cochabamba se soulève contre cette tentative de privatisation de l'eau. C'est la « **Guerre de l'Eau** ». Après des mois de révoltes fortement réprimées, la rue l'emporte. La multinationale est expulsée du pays !

Plus tard, en **2003**, le gouvernement bolivien tente de vendre ses réserves de gaz aux États-Unis par l'intermédiaire de multinationales étrangères. Des mobilisations sociales sans précédent vont alors paralyser le pays. C'est la première « **Guerre du Gaz** ». La pression de la rue aboutira à la fuite vers les États-Unis du Président Gonzalo Sanchez de Lozada. La tentative du président suivant, Carlos Mesa, de pacifier le pays échouera également et conduira même à une 2^{ème} guerre du gaz en **2005** et à l'organisation de nouvelles élections présidentielles.

b) Élection du premier Président amérindien de Bolivie

Lors de ces élections présidentielles, c'est le candidat du Mouvement vers le Socialisme – le **MAS** – qui va l'emporter haut la main. On est en **2006**, la Bolivie a enfin son **premier Président amérindien : Evo Morales Ayma**.

L'objectif premier du gouvernement de Morales sera de récupérer la **souveraineté** du pays sur ses ressources naturelles. Le **1er mai 2006**, il opère une récupération des réserves de gaz par une forme de **nationalisation** devant permettre au pays d'augmenter sensiblement ses recettes. Plus tard, il met en place un projet de **réforme agraire** et lance une **campagne d'alphabétisation** avec l'aide de Cuba. En **2009**, l'État bolivien devient l'État **plurinational de Bolivie**, tel que le définit la **nouvelle Constitution** qui, pour la première fois, reconnaît l'existence dans le pays des différents peuples, langues et cultures.

C. De la société coloniale à l'État plurinational

Petit retour en arrière : la structure sociale de la Bolivie a été profondément marquée par son passé colonial. L'élite blanche dominante a imposé ses lois et le modèle de société occidental. La majorité de la population amérindienne s'est retrouvée assimilée à une classe de paysans pauvres (les *campesinos*). Pour protéger ses intérêts politiques et économiques, la classe dominante au pouvoir n'a pas hésité à recourir à la répression, à des arrestations arbitraires et à une constante discrimination. La culture indienne, au sens large, a toujours été dévalorisée par les blancs et même les populations métissées. Pour les Amérindiens désireux de s'élever socialement, renier ses origines et son identité indienne a longtemps été la seule solution. Cependant, la résistance des Amérindiens s'est manifestée tout au long de l'Histoire par une série de soulèvements et de rébellions. Durant des décennies, les Boliviens vont vivre une véritable **lutte de classes** : ouvriers, mineurs, salariés... contre la classe dominante. Mais de plus en plus, le **caractère identitaire** des revendications va prendre de l'ampleur. Des communautés villageoises (*ayllus*) aux mines, en passant par les quar-

tiers urbains discriminés, les Amérindiens vont exiger une véritable « **refondation** » de l'État bolivien, étape nécessaire pour prendre en compte la diversité ethnique et culturelle de toute la nation. Pour y aboutir, il faudra plusieurs décennies de luttes, parfois extrêmement violentes et fortement réprimées. Peu à peu, les **mouvements sociaux** vont se consolider et se structurer politiquement pour former le « Mouvement vers le Socialisme », le **MAS**. Ce parti portera au pouvoir Evo Morales en 2006.

Les premières réformes et les défis du futur

L'arrivée du Président Evo Morales, un Amérindien issu à la fois du monde paysan et du monde syndical, constitue un véritable tournant dans l'histoire du pays. L'amélioration de la participation des Amérindiens dans les organes de décision à tous les échelons de l'État traduit ce changement devenu irréversible. Les premières initiatives du président Morales, dès son arrivée au pouvoir en janvier 2006, sont marquées par des succès politiques indéniables : réduction des salaires du Président et des hauts fonctionnaires, augmentation du salaire minimum, semi-nationalisation¹ des hydrocarbures (gaz et pétrole notamment), mise en place de programmes d'aide pour les plus démunis (plan d'alphabétisation, allocation pour les enfants et pour les personnes âgées, formation de médecins à l'étranger, lancement d'une réforme agraire, rédaction d'une nouvelle constitution nationale.

Mais ces mesures ne plaisent pas aux élites des départements de la « *Media Luna* » (Santa Cruz, Beni et Pando) décidées à mettre tout en œuvre pour faire barrage à un projet politique qui menace directement leurs intérêts et les contraint à partager les richesses du sol. Commence alors un bras de fer politique entre le gouvernement et l'opposition dégénérant régulièrement en affrontements violents. S'ensuit une série de blocages et de tensions qui vont entraver considérablement le processus de changement en cours. Les attentes de la population sont énormes et pour pouvoir y répondre rapidement, le gouvernement doit opérer des choix qui apparaissent contradictoires : développer le pays en s'appuyant sur un modèle dit « extractiviste », c'est-à-dire en exploitant de manière industrielle les ressources naturelles du pays pour en obtenir rapidement les bénéfices nécessaires à la croissance- ou en donnant la priorité à un développement dit « durable » qui maintient l'équilibre entre exploitation des ressources et le respect de l'environnement. Si cette dernière option reflète davantage le discours et les intentions du gouvernement de Morales - comme en témoigne le Sommet Alternatif pour la Terre Mère² organisé en 2010, force est de constater que la pratique est parfois bien différente. Le défi reste de taille dans un monde frappé par des crises multiples : crise financière, crise alimentaire et crise climatique.

¹ Cette semi-nationalisation signifie que les multinationales étrangères exploitant les hydrocarbures n'ont pas été expulsées du pays. Mais les contrats d'exploitation ont été renégociés en faveur de l'État bolivien. La marge bénéficiaire des multinationales a été considérablement réduite en faveur des caisses de l'État.

² La Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-mère », organisé à Cochabamba en 2010





À RETENIR !

La civilisation de Tiwanaku et des Incas sont les deux **civilisations précolombiennes** qui ont précédé la **colonisation espagnole** en 1532 dans les Andes. Malgré la résistance des Amérindiens, les Espagnols vont réussir à anéantir l'empire Inca. Ils vont imposer une agriculture de type féodal avec des grands propriétaires terriens et une classe d'ouvriers agricoles opprimés. La découverte des minerais précieux à Potosi et à Oruro va provoquer l'esclavage des peuples indiens pour permettre l'exploitation minière.

L'**Indépendance** de la Bolivie a lieu en 1825. Dans les faits, il ne s'agit pas d'une décolonisation physique mais d'une rupture avec la métropole coloniale, l'Espagne. Les Amérindiens vont être systématiquement discriminés et considérés comme des citoyens de second rang sans réelle participation dans la gestion du pays. Les **dictatures militaires** qui se succèdent de 1960 à 1980 feront régner sur le pays un climat de peur et de répression. Au début des années 80, la Bolivie semble se stabiliser et se démocratiser. Elle entre de plain-pied dans l'**économie libérale de**

marché, avec son lot de privatisations et de politiques d'austérité. Tout au long de l'histoire, les Amérindiens n'ont cessé de se rebeller. Ils se sont organisés en syndicats et en mouvement sociaux. C'est finalement à partir des années 2000 que leur lutte trouvera un soutien plus large dans la société bolivienne : lors de la guerre de l'eau et des guerres du gaz, deux ressources naturelles convoitées par les multinationales au détriment des intérêts du pays.

Les mouvements sociaux en ressortent vainqueurs, ce qui va permettre l'**élection du premier président amérindien Evo Morales**. La participation des Amérindiens dans les organes de décision à tous les échelons de l'État traduit ce changement devenu irréversible. Le pays entame alors un long processus de changement : nouvelle constitution nationale, semi-nationalisation de nombreuses entreprises et ressources naturelles, projets sociaux Mais les défis restent de taille. Aujourd'hui la Bolivie doit faire face, comme le reste de la planète, aux différentes crises : crise alimentaire, crise financière et crise climatique...

3 L'Altiplano, la vie aux pieds des glaciers

A. Le monde rural des Andes

Plus de la moitié de la population bolivienne vit dans la région de l'Altiplano, les hauts plateaux andins de Bolivie. La vie y est particulièrement difficile à cause de l'altitude et du climat très difficile. La capacité à vivre dans l'Altiplano dépend en grande partie de l'eau qui s'écoule depuis les glaciers. Suite au changement climatique, ceux-ci fondent à une vitesse qui surprend même les experts. La vie dans les Andes boliviennes serait-elle menacée ?

L'Altiplano a une altitude moyenne de 3.800 mètres et connaît un climat froid et désertique. Les possibilités d'y pratiquer l'**agriculture** sont donc évidemment très restreintes. L'augmentation de la température et la sécheresse liée au changement climatique ne font qu'aggraver cette situation. On y cultive principalement des variétés de pommes de terre résistantes au froid (*imilla*, *oca*, *papalisa*) et du quinoa. Les herbes telles que l'*ichu* et l'*Alfalfa* servent de pâturage aux animaux d'**élevage**, parmi lesquels les **lamas** et les alpagas dont la précieuse laine est utilisée pour le **tissage**, une activité économique traditionnelle encore très importante !

a) La vie en communauté : les « ayllus »

Dans les campagnes sur ces hauts plateaux andins, des **communautés paysannes** aymaras et quechuas vivent isolées. Les langues amérindiennes y sont utilisées cou-

ramment et on ne parle espagnol qu'avec les visiteurs. Les conditions de vie y sont souvent précaires : pas d'eau courante, pas d'électricité, peu de moyens de transport, pas d'assistance médicale, etc.

Les paysans des Andes vivent en communautés selon une structure appelée « ayllu ». À l'époque précolombienne, les ayllus se regroupaient en fédérations s'étendant sur les trois étages écologiques de l'actuelle Bolivie (altiplano, vallée et plaine tropicale) de manière à garantir un apport varié en nourriture. Mais la colonisation a totalement désarticulé ces fédérations pourtant très efficaces et seul l'ayllu comme entité subsiste encore aujourd'hui.

La communauté indienne fonctionne selon une **structure démocratique rotative** : tous les membres devront à tour de rôle participer à chacune des différentes tâches (*carga*) de la communauté. Les responsabilités accordées sont alors perçues comme un service à rendre à la communauté et non pas comme une occasion de se faire du profit ou de se considérer supérieur aux autres. Chaque ayllu a un chef, le *Jilakata*, désigné pour un an. Tous les hommes de la communauté deviendront à leur tour *Jilakata*. Ce chef n'a pas un pouvoir autoritaire : les décisions importantes sont prises à l'unanimité par la communauté suite à des réunions où tout le monde a le droit de prendre la parole. Le *Jilakata* a pour responsabilités



de gérer les réunions et de faire respecter les décisions prises. Il gère aussi les conflits et est le porte-parole de la communauté. Traditionnellement, les femmes n'ont pas accès au statut de *Jilakata*. Elles participent néanmoins aux réunions où elles prennent la parole au même titre que les hommes. La femme a un rôle prépondérant, surtout dans la famille et dans les tâches agricoles. Symbole de fécondité, c'est elle quiensemencera la terre-mère, la *Pachamama*. Lorsque les hommes s'absentent des villages pour aller travailler ailleurs, les femmes doivent assumer seules toutes les tâches. Les enfants sont quant à eux responsables des petits élevages de lamas ou de moutons. Cette activité se combine avec leur scolarité. Celle-ci reste toutefois fort élémentaire. Très vite, les enfants en âge d'assumer d'autres tâches agricoles se verront contraints d'abandonner l'école.

Les conditions de vie pénibles et le faible revenu du travail agricole font en sorte que les jeunes quittent de plus en plus souvent leurs communautés d'origine pour partir vers la ville dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Celle-ci se résumera souvent à une succession de petits boulots dans le secteur informel (voir page 10). Ainsi, l'exode rural fait peser une menace bien réelle sur la survie des communautés de l'Altiplano.

b) Le succès du quinoa, une arme à double tranchant

C'est dans les années '80 que le quinoa est apparu sur les marchés des États-Unis et d'Europe, mais ce n'est que bien plus tard qu'il aura l'image d'un aliment « ancien, naturel et diététique ». Il rencontre également un grand succès dans la filière du commerce équitable³ en soutien notamment aux coopératives paysannes.

Depuis, le volume des exportations ne cesse d'augmenter : de 1429 tonnes en 1980, il est passé à 13.000 tonnes en 2009 ! La Bolivie occupe d'ailleurs la première place sur le marché mondial avec 46% de la production totale, suivi du Pérou avec 42%. Il est produit par 70.000 agriculteurs mais seulement 13.000 en sont des producteurs réguliers. Le prix du quinoa sur le marché mondial a fortement augmenté ces dernières décennies. Cependant le succès que connaît le quinoa ne représente pas que des avantages :

La production de quinoa peut représenter aujourd'hui de 55 à 85% des revenus d'une famille paysanne moyenne de l'Altiplano. Mais le revers de la médaille est que pour la plupart des Boliviens, le quinoa reste un aliment très cher par rapport au prix des autres céréales. Aujourd'hui, les familles consomment seulement 15 à 20 % de leur production de quinoa alors qu'il est bien plus nutritif que les autres céréales. Le reste est destiné à la commercialisation. La population se tourne vers des aliments moins chers mais également moins nutritifs. Ce phénomène est inquiétant dans un pays qui connaît des carences alimentaires importantes. En effet, il serait primordial de donner priorité à la « sécurité alimentaire » des habitants de l'Altiplano avant d'envisager l'exportation de cet aliment de qualité. Un autre problème de l'augmentation de la production du quinoa, est la forte dégradation des sols liée tant à la pratique de la monoculture qu'à l'utilisation

de machines ou d'intrants chimiques. Cette dégradation provoque une diminution des rendements, qui fait peser une menace supplémentaire sur la sécurité alimentaire.

La Bolivie ne pourra pas faire l'impasse sur le développement d'un modèle agricole durable pour le quinoa si elle veut un jour pouvoir garantir la sécurité alimentaire des gens qui vivent de sa production, ainsi qu'un prix intéressant sur le marché international.

B. Le monde urbain dans l'Altiplano

L'exploitation des mines a marqué l'histoire de l'Altiplano et a donné naissance à deux grands centres miniers urbains : Oruro et Potosi. C'est aussi dans l'Altiplano que fut fondée, à l'époque coloniale, la ville de La Paz, actuel siège du gouvernement et centre des affaires. Avec le temps apparaîtra également d'El Alto, une ville satellite de La Paz née de l'exode rural et considérée aujourd'hui comme « l'épicentre des mobilisations sociales ».

El Alto : première ville amérindienne

Dans les années 50, El Alto n'était encore qu'un vaste plateau désert situé à 4.200m d'altitude, et ce n'est que bien plus tard qu'un petit faubourg s'est développé autour de l'aéroport. Rapidement ce quartier va prendre de l'ampleur et il faudra à peine une vingtaine d'années à El Alto pour être promue au rang de ville en 1988. Le centre urbain d'El Alto a le taux de croissance démographique le plus élevé du pays : en moyenne 5% par an. Elle compte aujourd'hui plus d'un million d'habitants, dont 83% s'identifient comme Amérindiens (surtout Aymaras). 60% de la population a moins de 25 ans ! La diversité culturelle est présente partout dans les rues de la ville. El Alto s'est développée suite à des flux migratoires très hétérogènes : paysans de l'Altiplano et de l'Oriente, ex-mineurs, habitants marginalisés originaires de La Paz ou d'autres grandes villes, anciens cultivateurs de feuilles de coca, etc.

Créer son propre emploi pour survivre

Au fil des années, El Alto a développé sa propre dynamique économique basée sur l'auto-emploi. Ainsi sont apparues les « *micro-empresas* » (micro entreprises), de petits ateliers familiaux actifs dans des domaines aussi variés que la confection, la menuiserie, la soudure, la mécanique, etc. Mais le plus frappant reste l'étonnante extension des marchés. On y vend de tout : vêtements nouveaux ou de seconde voire de troisième main, fruits et légumes, voitures d'occasion, chèvres et poules, téléphones portables, etc. Le nombre de marchands augmente sans cesse. À côté des marchands ambulants, il y a également ceux qui proposent des services : les cireurs de chaussures ; les « *voceros* » dans les bus, des gamins qui accompagnent les chauffeurs dans les bus pour « crier » le nom des prochains arrêts ; les musiciens ; ceux qui proposent un service de porteur ; les ouvriers de la construction ; les chauffeurs de taxi ; les employés domestiques et bien d'autres encore. Toutes ces activités font partie de ce que l'on appelle le **secteur informel de l'économie**. Cette économie de survie s'est fortement développée en réponse à la situation économique de ces dernières décennies. Selon l'Institut National de Statis-

³ Le commerce équitable est un circuit de commercialisation alternatif qui s'engage à rémunérer correctement les petits producteurs des pays du Sud

tique bolivien, on estime que 57% de la population active en Bolivie dépend du secteur informel ! Et ces statistiques ne prennent même pas en compte les enfants travailleurs.

Secteur informel = ensemble des activités économiques pratiquées en dehors du « contrôle » de l'État. Elles ne figurent donc pas dans les statistiques officielles de la production, de l'emploi, et ne sont pas prises en compte dans la comptabilité nationale. À cause de l'absence du contrôle de l'État, elles ne sont pas soumises à la fiscalité. Il s'agit notamment du commerce de rue, des diverses activités artisanales, mais aussi de la contrebande et des pratiques mafieuses en tout genre. Le terme économie informelle s'oppose à l'économie formelle, salariée, déclarée et taxée par l'État.

S'organiser pour lutter

En général, les quelques services existants ont été mis sur pied par les habitants eux-mêmes, organisés en « *juntas vecinales* », ces comités de quartiers se sont regroupés dans la *Federación de Juntas Vecinales (FEJUVE)*. Ils s'occupent de la construction urbaine, organisent le travail collectif et solidaire comme la construction des égouts, des trottoirs. Ils font pression sur les autorités municipales pour qu'elles remplissent leurs obligations en matière d'infrastructures et de services publics. D'autres associations comme les radios communautaires locales et la COR – Centrale Ouvrière Régionale – ont été, avec la FEJUVE, parmi les acteurs déterminants dans les mobilisations sociales de ces dernières années. Comment s'explique une telle capacité d'organisation ? Pour répondre à cette question, il convient de se rappeler que la majorité des *Alteños*, les habitants d'El Alto, sont originaires de communautés rurales quechuas et aymaras de l'Altiplano. Les types d'organisations apparues à El Alto reproduisent l'esprit communautaire des communautés villageoises, les *ayllus* : dans leur structure, logique et système d'organisation mais aussi par rapport au sens du devoir envers la communauté. La communauté urbaine d'El Alto serait donc une extension naturelle de la communauté rurale confrontée à la nécessité de s'organiser dans un milieu « hostile ». La multiplicité exceptionnelle des organisations à El Alto a créé un tissu social très actif et des réseaux de résistance disposant d'une base hautement conscientisée et pro-active qui ne se limite pas à la gestion de la ville. Peu à peu, ces organisations ont contribué au renforcement de l'auto-affirmation de l'identité indigène en faisant preuve d'une capacité de pression et de mobilisation étonnante.

C. La fonte des glaciers menace-t-elle la vie dans l'Altiplano ?

Depuis des siècles, l'écoulement prévisible de l'eau en provenance de la chaîne des Andes a irrigué les terres agricoles et rendu possible la présence d'établissements humains. Aujourd'hui, la fonte rapide de ces glaciers est la première conséquence directe du changement climatique. Leur « disparition » imminente a des implications potentiellement désastreuses pour le développement humain de la région des Andes.

Au total, 71% des glaciers tropicaux dans le monde sont situés dans la Cordillère des Andes, plus précisément au Pérou, en Bolivie et en Équateur. Par rapport à 1970, les glaciers des Andes ont perdu 20% de leur volume. La fonte accélérée des glaciers menace l'approvisionnement en eau de pas moins de 30 millions de personnes dans le monde! Le *Chacaltaya*, vieux de 18 000 ans, a aujourd'hui entièrement « disparu ». Il s'agit d'un lieu hautement symbolique car connu comme étant la plus haute piste de ski au monde ! La plupart des glaciers de la région pourraient avoir complètement disparu dans une trentaine d'années, emportant avec eux toutes les ressources en eau.

Agua es vida !

Dans la région andine, les précipitations ont diminué en raison du changement climatique. En 2009, la Paz et El Alto ont été confrontés à des pénuries en eau pour la première fois de leur histoire, de quoi inquiéter fortement ces populations qui se battent depuis des décennies pour leur **droit à l'eau**. Ce droit est d'ailleurs inscrit comme un droit fondamental dans la nouvelle constitution de l'État plurinational de Bolivie. Les scientifiques s'accordent pour dire qu'en 2055, 40% de la population bolivienne sera confronté à un manque d'eau, ce qui accentuera encore plus les inégalités sociales et menacera directement la sécurité alimentaire des Boliviens. C'est d'ailleurs pour cette raison que la lutte contre le changement climatique est devenue un combat majeur en Bolivie.

D. La cosmovision⁴ andine, atout ou frein au développement ?

Trop souvent, quand on s'intéresse aux peuples indiens d'Amérique, on se limite à une approche anthropologique ou ethnologique. Souvent aussi, l'acharnement des peuples autochtones à défendre leurs cultures et leur mode de vie – en un mot, la « non-occidentalisation » – est perçu comme un refus de la modernité et du développement. Et pourtant, à l'heure où l'on s'interroge de plus en plus sur les impacts de notre mode de développement occidental sur l'environnement, nous aurions beaucoup à apprendre de leurs cultures ancestrales qui prônent un équilibre juste entre l'Homme et la nature. Cette harmonie entre l'Homme et la nature est un élément fondamental de bon nombre de civilisations anciennes ainsi que des premières nations de ce monde, et ce sur tous les continents.

⁴ Cosmovision ou cosmogonie



Dans le cas des Andes, les peuples autochtones se réfèrent dans leur quotidien à la « cosmovision andine ». Mélange de croyances et de principes philosophiques, la cosmovision andine est la façon dont les peuples autochtones des Andes interprètent l'univers et régissent leur vie par rapport à cette interprétation. Les éléments de la nature sont, dans cette culture, prépondérants : l'Homme ne domine pas la nature, il est partie intégrante de celle-ci. Achachilas (la montagne), Inti (le soleil) et Pachamama (la terre-mère) en sont les éléments essentiels. Ensuite viennent les autres éléments indispensables à la vie : l'eau, les arbres, le vent...

Cette approche du monde et de la vie inspire des formes d'organisation collective et détermine les rapports et les relations entre les individus -qui peuvent être bien différents de ceux qui découlent de la pensée occidentale ! Prenons comme exemple le concept d'« économie » : ce concept occidental varie selon la culture, le contexte politique, et l'idéologie en place. Les occidentaux la définissent en termes de production, de distribution, de circulation et d'accumulation de richesses. Dans la société andine autochtone, on parle **d'économie communautaire andine**. Celle-ci est fondée sur l'esprit communautaire et la réciprocité comme moyen de redistribution des richesses. Alors que chez les occidentaux, la réussite sociale des individus se mesure à leurs possessions, dans la société andine, la reconnaissance sociale se fonde sur la participation de l'individu dans la communauté, sur l'accomplissement de ses obligations. Il en va de même pour la **notion de propriété**. Si celle-ci est à la base de notre système économique occidental, il existe chez les peuples autochtones une combinaison entre le familial et le communautaire. Selon la cosmovision andine, la terre ne peut être propriété de l'Homme. Cette conception va à l'encontre de la logique occidentale qui fait de la propriété foncière un bien de commercialisation. Ces quelques éléments nous montrent déjà les antagonismes profonds entre les cultures occidentale et andine...



À RETENIR !

Plus de la moitié de la population bolivienne vit dans la région de l'Altiplano, les hauts plateaux andins de Bolivie. Ici, la vie est particulièrement difficile à cause de l'altitude et du climat rude. Les paysans des Andes vivent en communautés selon une structure appelée « **ayllu** ». Ici, on cultive notamment le **quinoa** : un aliment très riche en protéines et vitamines, nettement supérieur à l'avoine, au maïs ou encore au riz. Ces dernières décennies, le marché du quinoa s'est développé aux États-Unis et en Europe avec une image d'aliment « ancien, naturel et diététique. » Cette percée est également à attribuer à la filière du commerce équitable qui vise à soutenir notamment des coopératives paysannes. La production de quinoa constitue depuis quelques années, une bonne partie des revenus d'une famille paysanne de l'Altiplano. Mais, paradoxalement, pour la plupart des Boliviens, le quinoa reste un aliment très cher et est donc peu consommé localement. Les conditions de vie pénibles et le faible revenu du travail agricole font en sorte que de plus en plus de paysans délaissent leurs communautés d'origine pour émigrer vers les villes, dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Aujourd'hui, **l'exode rural** menace réellement la survie des communautés de l'Altiplano.

La ville **d'El Alto**, satellite de La Paz est née en grande partie de cet exode rural. El Alto a développé sa propre dynamique économique : il s'agit notamment du commerce de rue, des diverses activités artisanales, mais aussi de la contrebande. Ce type d'activités relève de **l'économie informelle** sur laquelle l'État n'a pas de contrôle. Cette économie de survie s'est fortement développée en réponse à la situation économique difficile et concernerait +/- 57% de la population active en Bolivie. La multitude d'organisations à El Alto a créé un véritable tissu social et des réseaux de résistance très actifs. Ces organisations ont joué un rôle prépondérant dans les conflits des années 2000 pour retrouver la souveraineté du pays. Elles ont contribué au renforcement de l'auto-affirmation de l'identité indigène avec une capacité de pression et de mobilisation étonnante !

Aujourd'hui une autre menace plane sur l'Altiplano : **la fonte des glaciers**. Celle-ci est le résultat des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés. Or ces glaciers abritent les réserves d'eau indispensables pour les populations : pour boire, se laver, etc. mais aussi pour l'agriculture. La fonte des glaciers est étroitement liée à notre modèle de développement occidental qui provoque des déséquilibres dans l'écosystème de notre planète. Dès lors n'aurions-nous pas intérêt à nous inspirer d'éléments des cultures ancestrales des premières nations ? Chez les Amérindiens de Bolivie, la **Cosmovision andine**, par exemple, est un ensemble de savoirs et de valeurs qui conduisent l'Homme à vivre en harmonie avec la nature. Une sagesse qui évite de dégrader notre environnement et prévient les conséquences désastreuses qui en découlent !



4 El Oriente: une région riche et convoitée

L'Oriente (ou « los llanos ») comprend les plaines et la partie amazonienne de la Bolivie, soit les départements de Pando, Beni et Santa Cruz. Cette région, où la biodiversité est très importante, est particulièrement riche en ressources naturelles, ce qui attise toutes les convoitises. Si la multiplication des inondations et des sécheresses ces dernières années inquiète ses habitants, d'autres trouvent dans ce dérèglement climatique une source d'opportunités ...

A. Du bassin amazonien aux plaines du Chaco

a) Un éventail de paysages et de ressources

La région habituellement dénommée *Oriente* englobe les trois départements de l'est de la Bolivie : Pando, Beni et Santa Cruz. Géographiquement, elle devrait également inclure le nord des départements de La Paz et de Cochabamba. L'*Oriente* couvre environ 60% du territoire bolivien. Il se caractérise au nord-est par son bassin tropical amazonien qui s'étend sur les départements de Pando et du Beni formant la partie **amazonienne**, très riche en biodiversité avec une grande variété de **bois tropicaux**, du **caoutchouc**, différents **minerais**, de l'**or**, des **pierres précieuses**... Plus au sud, on traverse le département de Santa Cruz pour pénétrer enfin dans les plaines du Chaco, zone aride, riche en réserves de **pétrole** et de **gaz**. Les terres de l'*Oriente* sont très fertiles et le climat subtropical est très propice à l'agriculture et à l'élevage. Il s'agit avant tout de produits agricoles destinés à l'exportation comme le **soja**, le **coton**, la **canne à sucre**, le **riz** et le **café**.

b) Une population tout aussi diversifiée

La diversité de la population en Bolivie s'observe aussi dans l'*Oriente*. Outre les blancs et les métis, nous y rencontrons une importante population d'Amérindiens. Moins connus que les Quechuas et les Aymaras des Andes, les Indiens des « *tierras bajas* » (basses terres) se composent de 34 ethnies différentes, la plus importante étant celle des Guaranis. D'autres peuples autochtones comme les Chiquitanos, les Chacobos, les Guarayos, les Moxeños ou les Weenhayek sont moins connus mais n'en sont pas moins importants pour autant. Ces peuples sont représentés par la Confédération des Peuples indigènes de Bolivie (la **CIDOB**)¹.

c) Santa Cruz, pôle du développement

Le département de Santa Cruz est la région qui a connu la plus grande injection de capital de la part d'investisseurs étrangers. Ainsi, cette région a réussi, contrairement aux autres, à développer une agriculture moderne à grande échelle, les **agro-industries**, surtout orientée

vers les cultures d'exportation. On y trouve également une industrie de transformation moderne, produisant des biens prêts à la consommation. On peut aujourd'hui affirmer qu'il est le département le plus riche de la Bolivie grâce notamment à la production agricole et à l'exploitation forestière, mais aussi grâce à l'exploitation des réserves en hydrocarbures.

Sa capitale, **Santa Cruz de La Sierra**, est la ville la plus importante de l'*Oriente*. Sa population atteint aujourd'hui 1,5 million d'habitants. De son passé récent de ville provinciale, Santa Cruz a gardé son centre modeste avec ses constructions de style colonial. En périphérie, de nombreux quartiers populaires se sont spontanément étendus, formant des « *anillos* », des anneaux périurbains. Ceux-ci ont été formés par le flot de migrants venus des autres régions – notamment de l'Altiplano – et qui espèrent trouver une nouvelle existence dans le secteur informel² ou comme salariés dans l'agro-industrie.

B. Convoitise autour des meilleures terres du pays

a) Le latifundisme et la lutte des paysans sans terre

La Bolivie connaît la répartition des terres la plus inégale de toute l'Amérique latine. En effet, **7% des propriétaires terriens possèdent 87% des terres arables**, principalement dans la région de l'*Oriente*. La biodiversité et la qualité des terres fertiles de cette région sont des atouts majeurs et expliquent cette concentration de terres dans les mains d'une minorité liée historiquement à la colonisation et à l'oligarchie. Ces grandes propriétés se consacrent davantage aux cultures d'exportation et à l'élevage. Quand vient la période des récoltes, de nombreux paysans sont obligés de travailler comme **ouvriers agricoles saisonniers**. Le reste de l'année, ils retournent dans leur communauté d'origine pour cultiver leur propre lopin de terre – insuffisant pour survivre – ou migrent vers les villes pour travailler dans le secteur informel. Certains paysans n'ont plus de liens avec leur communauté d'origine, et ne disposent dès lors plus de terre à cultiver : ce sont des **paysans sans terre**. À l'image du « *Movimento dos Sem Terra* » brésilien, ces paysans ont créé le **Mouvement des Paysans Sans Terre de Bolivie (MST)**.

Une **nouvelle loi de réforme agraire**³ a mis en place un cadre juridique pour pouvoir revendiquer le droit et l'accès à la terre selon le principe de « *la tierra a quién la trabaja* » (« la terre à qui la travaille »). Le critère mis en avant par la loi pour distinguer une terre « oisive » (donc non productive) d'une terre productive est sa fonction « économique et sociale ». L'application de la loi ne semble pourtant pas évidente puisqu'elle s'attaque à l'oligarchie terrienne qui n'est pas prête à lâcher ses acquis, et qui use de tous les moyens pour en empêcher l'application.

b) Investisseurs étrangers et accaparements de terres

Depuis deux décennies, on observe en Bolivie un ac-

¹ La CIDOB (Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie) a été fondée en 1984 à Santa Cruz. La représentativité de la CIDOB comme organisation regroupant tous les indigènes des « *tierras bajas* » est reconnue d'un point de vue national et international ainsi que par les mouvements populaires boliviens.

² Sur le secteur informel, voir chapitre III

³ La *ley agraria 3445* de « *Reconducción Comunitaria de Reforma Agraria* » 2006



croissement important d'accaparement de terres par des investisseurs étrangers. Dans le cas de la Bolivie, il ne s'agit pas encore de « *land-grabbing* » opéré par des États étrangers mais bien par des entreprises étrangères principalement brésiliennes, argentines et japonaises. On estime que ces investisseurs étrangers ont acquis récemment environ 1 million d'hectares des meilleures terres agricoles et d'élevage du pays ! Ce phénomène croissant s'explique en grande partie par les différentes crises mondiales des années 2007-2008 : hausse des prix des denrées alimentaires, crises financières et crise climatique.

« L'accaparement de terre », nouvelle menace pour les pays du Sud

Certains pays à forte densité de population menacés soit par un déficit alimentaire, soit par une pénurie énergétique, n'hésitent pas à recourir à cette solution de « *land-grabbing* » afin de produire ailleurs ce qu'ils ne peuvent produire chez eux : nourriture, cultures d'exportation et/ou agrocarburants. Après l'Afrique, l'Amérique latine est de plus en plus menacée par cette pratique. Récemment l'Union européenne a elle-même encouragé ses investisseurs financiers à se tourner vers l'Amérique du Sud pour y développer une agriculture intensive et rentable sur le long terme pour faire face à l'augmentation certaine du coût des matières agricoles. On estime que 58% des terres nécessaires à l'alimentation européenne sont « empruntées » aux pays en voie de développement ! Le danger majeur de cet accaparement de terre dans les pays les plus pauvres est qu'il prive la population locale de son moyen de production alimentaire de base. Cette situation est une menace directe à la sécurité alimentaire des populations du Sud.

En Bolivie, les investisseurs étrangers occupent des terres de l'*Oriente* principalement pour y cultiver du soja, du maïs ou du coton mais aussi pour l'élevage de bétail. Récemment des organisations boliviennes⁴ ont dénoncé l'expansion de cultures transgéniques et l'usage de fertilisants chimiques dont les impacts négatifs, tant sur l'environnement que sur la santé humaine, restent inquiétants. Ces mêmes organisations estiment que cette situation est en totale contradiction avec la nouvelle Constitution bolivienne établie sous le gouvernement d'Evo Morales, qui prévoit de garantir la souveraineté alimentaire du peuple bolivien.

Il est certain que les bonnes intentions du gouvernement de Morales concernant l'accès à la terre et la souveraineté alimentaire ne se traduiront en mesures efficaces que si elles se concrétisent par une législation stricte, ce qu'il n'a apparemment pas encore réussi à formaliser dans ce pays où les conflits d'intérêts rendent toute avancée très difficile.

c) Produire des agrocarburants, menace ou opportunité ?

Les agrocarburants sont présentés comme une solution à deux grands défis actuels de l'humanité : la crise climatique et la crise énergétique. Il s'avère aujourd'hui que ces agrocarburants constituent plutôt une source de problèmes qu'une solution, et tout particulièrement en Asie, en Amérique latine et en Afrique. En effet, la production d'agrocarburants prend le plus souvent la forme de vastes monocultures - de canne, de palme, de soja... aux mains de l'agro-industrie et à destination des pays riches, soucieux de diversifier et de « verdier » leur approvisionnement énergétique.

En moyenne, il faut 200 kg de céréales pour nourrir un individu pendant un an. Avec cette même quantité de céréales, on produit entre 50 et 75 litres de bioéthanol. On comprend dès lors que le principal reproche qui soit fait aux agrocarburants est qu'ils nécessitent des terres généralement prélevées sur les cultures alimentaires ou sur les forêts. Dans le premier cas, cela contribue à augmenter les prix des denrées alimentaires sur le marché international et dans le deuxième cas, cela augmente les émissions de CO₂, détruit la biodiversité et fragilise la situation économique et sociale des populations locales. La production mondiale d'agrocarburants a plus que triplé entre 2000 et 2008 et correspond à plus de 2% de la consommation mondiale de combustibles dans le monde.

Selon les partisans des agrocarburants, la Bolivie dispose de conditions idéales pour développer des agrocarburants - principalement du biodiesel à partir de soja et du bioéthanol à partir de la canne à sucre dans les grandes plaines orientales.

Cette production se fait de manière très intensive sous forme de monoculture. Les principaux acteurs de ce marché sont les agro-industriels et les entreprises multinationales. La Bolivie connaît pourtant un problème de malnutrition important, car la production d'agrocarburants se fait le plus souvent au détriment des cultures vivrières et menace encore plus la sécurité alimentaire des Boliviens. L'utilisation intensive des terres agricoles à une telle échelle a un impact environnemental terrible : érosion des sols, pollution des sols et de l'eau, appauvrissement de la biodiversité, sans compter les impacts sociaux tels que le déplacement de populations entières, violations de droits humains, etc. En outre, suite au changement climatique, les récoltes risquent de diminuer encore davantage, il est donc essentiel que le pays dispose de suffisamment de terres pour assurer la sécurité alimentaire.

En résumé, les agrocarburants ne sont pas un choix de développement opportun pour la Bolivie. Ils ne représentent pas une solution pour la majorité des problèmes des populations rurales en Bolivie. Ils ne feraient que renforcer le mécanisme classique qui consiste à vendre ses ressources naturelles avec peu de transformation, en subissant les impacts environnementaux et sociaux tout en laissant la commercialisation du produit aux mul-

4 Fundacion Tierra, Probioma



tionales. Ils dépendent ainsi encore et toujours de la demande des pays du Nord.

d) Les forêts boliviennes, une ressource à exploiter ou à préserver ?

La Bolivie est surtout connue pour ses montagnes et les hauts plateaux qui constituent l'Altiplano. En réalité, les forêts recouvrent presque la moitié du territoire, singulièrement dans la région dite des « basses terres ». Ceci correspond à environ 10% de la surface totale du bassin amazonien. Abrisant des écosystèmes uniques, la forêt bolivienne fait l'objet d'une concurrence entre diverses affectations. Elle constitue une ressource économique de première importance pour l'**industrie du bois**, mais elle est souvent considérée comme un réservoir de terres potentielles pour l'**agriculture**, ce qui met en concurrence les secteurs de l'exploitation forestière et de l'agriculture. Les **industries extractives des hydrocarbures** et des mines convoitent elles aussi certaines zones boisées, sans oublier les populations autochtones ou paysannes relativement nombreuses qui vivent également des ressources de la forêt.

Mais le rythme de la **déforestation** a fortement augmenté ces dernières années, principalement dans le département de Santa Cruz, où a lieu la moitié du déboisement du pays. La principale cause est la **conversion des forêts en terres agricoles**, anciennement pour la culture du riz, des agrumes, de la canne à sucre et du maïs, et plus récemment en vue des cultures industrielles de soja et l'élevage du bétail.

C'est au cours des années 1980 qu'apparaissent les organisations des peuples indigènes des « basses terres »⁵. Elles vont jouer un rôle prépondérant dans la détermination de l'affectation des forêts et surtout leur préservation. Dès 1990, plusieurs « Marches pour le territoire et la dignité » allant de l'Amazonie aux Andes seront organisées. Leur objectif immédiat est bien sûr l'arrêt de la déforestation, de la pénétration des compagnies forestières et des éleveurs de bétail sur les terres indigènes, mais surtout d'obtenir une reconnaissance politique et un droit foncier pour ces mêmes peuples sur ce qu'ils considèrent comme étant leurs territoires. L'exemple récent de la lutte contre le projet du **TIPNIS**⁶, un projet de construction d'une route à travers le parc national Isiboró Sécura pour relier le département du Beni à celui de Cochabamba, montre les enjeux contradictoires que soulèvent les forêts : droit de consultation des indigènes sur leur territoire et préservation de l'environnement d'une part, et promotion du développement économique d'autre part.

5 Ex : Le Centre des peuples indigènes du Beni, l'Assemblée des peuples Guaránis et la Confédération des peuples indigènes de l'Est bolivien, comprenant près de 70 délégations de différents peuples (Chiquitano, Chiriguano, Guarao, Ayoreo)

6 *Territorio indígena parque nacional Isiboro Sécura*



À RETENIR !

L'**Oriente** couvre environ 60% du territoire bolivien : du bassin tropical amazonien très riche en biodiversité avec une grande variété de **bois tropicaux**, du **caoutchouc**, différents **minerais**, de l'**or**, des **pierres précieuses** ; au sud plus aride, riche en réserves de **pétrole** et de **gaz**. Le département de Santa Cruz est le plus riche de la Bolivie grâce notamment à la production agricole et forestière et aussi grâce à l'exploitation des réserves d'hydrocarbures.

La Bolivie connaît la répartition des terres la plus inégale de toute l'Amérique latine. En effet, **7% des propriétaires terriens possèdent 87% des terres**, situées principalement dans la région de l'**Oriente**. Ces grands propriétaires terriens y développent des **agro-industries** orientées vers l'exportation du **soja**, du **coton**, de la **canne à sucre**, du **riz** et du **café**. On y trouve également une **industrie moderne de transformation**, produisant des biens prêts à la consommation. Les paysans travaillent comme ouvriers agricoles saisonniers dans les agro-industries. Ce sont des **paysans sans terre** qui militent pour le droit à la terre au sein du **Mouvement des Paysans Sans Terre de Bolivie (MST)**.

Depuis deux décennies, on observe dans l'**Oriente** un accroissement important de l'**accaparement de terres** par des investisseurs étrangers. Ce sont des entreprises principalement brésiliennes, argentines et japonaises qui viennent pour y cultiver du soja, du maïs, du coton ou encore pour élever du bétail.

Une autre menace est la production d'**agrocarburants (ou carburants d'origine végétale)** dans les grandes plaines orientales. Les cultures pour produire les agrocarburants (par exemple le soja ou la canne à sucre) se font le plus souvent au détriment des cultures vivrières (alimentation de base), ce qui menace encore plus la sécurité alimentaire des Boliviens qui connaissent un problème de malnutrition important.

Une autre partie de l'**Oriente** est occupée par les forêts. Elles recouvrent presque la moitié du pays et constituent une ressource économique importante pour l'**industrie du bois**. Ces dernières décennies, la **déforestation** a fortement augmenté, soit pour étendre les surfaces agricoles, soit pour les activités extractives des hydrocarbures. Les populations autochtones qui vivent des ressources de la forêt se sont mobilisées pour les préserver. Dès les années '80, les organisations des peuples indigènes des « basses terres » ont joué un rôle prépondérant dans la lutte pour la sauvegarde des forêts. Plusieurs « Marches pour le territoire et la dignité » allant de l'Amazonie aux Andes ont été organisées. Leur objectif immédiat est l'arrêt de la déforestation et de la pénétration des compagnies forestières et des éleveurs de bétail sur les terres indigènes. Ils visent la reconnaissance politique et un droit foncier sur ce qu'ils considèrent comme étant leur territoire.



5 La Bolivie en quête de souveraineté

A. La Bolivie face au défi de la souveraineté alimentaire

« Nous définissons la **Souveraineté Alimentaire** comme le droit des populations, et des pays de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles. Ces politiques doivent être écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à chaque contexte spécifique et ne pas menacer la souveraineté alimentaire d'autres pays. » (D'après la Plateforme pour la Souveraineté Alimentaire)

Dans la nouvelle Constitution bolivienne qui date de 2007, l'État prend l'engagement de garantir la **sécurité alimentaire** de tous les Boliviens et d'appuyer le secteur agricole pour arriver à une véritable **souveraineté alimentaire** dans le pays. Cette déclaration est un véritable défi compte tenu de la situation actuelle du monde rural en Bolivie et de l'approvisionnement alimentaire. D'après la **FAO**¹, la pauvreté extrême affecte **38 %** de la population bolivienne. Dans les zones rurales, elle atteint même **64%** ! Entre 2005 et 2007, la **sous-alimentation** était estimée à 27% de la population totale, **soit plus de 2,5 millions de personnes** ! Alors que l'agriculture occupe encore 36% de la population active, la Bolivie connaît de toute évidence un problème alimentaire. Les causes en sont multiples : absence de politique agricole cohérente par le passé, répartition inégale des terres, manque d'infrastructures de transport et de stockage ainsi qu'un manque de moyens pour la transformation et la conservation des produits, etc. D'autres facteurs analysés plus récemment sont les impacts du changement climatique sur la production agricole et la succession des crises alimentaires.

a) Les risques d'une politique d'importation de nourriture :

La politique néolibérale appliquée en Bolivie durant plusieurs décennies et le contexte du commerce mondial ont obligé le pays à ouvrir de plus en plus ses frontières. Cette politique a eu plusieurs conséquences négatives pour la Bolivie :

1. Les agriculteurs boliviens doivent faire face au dumping, c'est-à-dire à la concurrence de produits importés vendus moins chers que leurs produits locaux. Il y a le **dumping lié aux produits subventionnés**² venant de pays riches mais aussi le **dumping provoqué par la contrebande**³. En effet, les paysans des pays notamment limitrophes, également fragilisés par la crise, passent les frontières en clandestinité pour vendre leurs marchandises tout en échappant aux taxes à l'im-

portation et aux contrôles douaniers. La contrebande peut donc effectivement provoquer un effet de dumping. Il faut toutefois souligner que ce type de dumping est illégal, poursuivi et condamné, alors que le dumping des grandes entreprises internationales est légal et possible grâce aux politiques de l'OMC⁴ imposées au nom de la libre concurrence ! Beaucoup de paysans se découragent et il en résulte une migration massive vers les villes. En 1950, la population rurale était encore estimée à 73,8 %. En 2007, elle n'est plus que de 36 % ! Ce phénomène d'exode rural ne cesse de s'accroître. Aujourd'hui, les communautés de l'Altiplano sont de plus en plus délaissées et ceci fait peser une menace très réelle sur leur survie mais aussi sur l'ensemble de la petite paysannerie de l'Altiplano.

2. Les importations alimentaires conduisent à un changement dans les habitudes alimentaires.

On constate – surtout dans les villes – que la classe moyenne préfère consommer « à l'occidental » et achète surtout des produits importés. L'importation de produits étrangers comme les farines blanches ou encore les pâtes, a pour conséquence que la population se détourne des produits locaux et traditionnels comme les céréales des Andes (quinoa, tarwi...) qui ont pourtant une qualité nutritive nettement supérieure et qui font vivre des milliers de petits paysans ! Ce phénomène s'est encore aggravé ces dernières années au profit des snacks et restaurants « *fast food* » qui envahissent les rues de toutes les grandes villes de Bolivie.

3. Une offre en nourriture abondante sur les marchés ne suffit pas à garantir la sécurité alimentaire d'une population.

Le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population est très faible. Ceci explique la contradiction entre l'abondance des produits sur les marchés urbains boliviens et la malnutrition de la population. En milieu rural, cette situation est aggravée par le **manque d'infrastructures** routières et donc le **manque d'approvisionnement** des marchés locaux.

b) L'accès à la terre, fondement de la souveraineté alimentaire

Héritage du passé colonial, ce pays est encore fortement marqué par une répartition inégale des terres entre riches et pauvres. Quelques riches familles possèdent à elles seules 87% des terres cultivables ! Fin 2006, le gouvernement de Evo Morales a décidé de lancer une **réforme agraire**. Celle-ci prévoit, entre autres, de récupérer chez les grands propriétaires les terres laissées en friche afin d'en faire des terres agricoles. Le gouvernement prévoit de redistribuer ces terres aux « paysans sans terre » et en particulier aux communautés indigènes qui en ont été dépouillées par le passé. Mais ce projet rencontre une forte résistance des grands propriétaires qui, eux, ne sont

1 FAO : Food Agriculture Organization (Nations Unies).

2 Les pays riches ont les moyens d'appliquer chez eux ce qu'on appelle une **politique de subvention de l'agriculture**. Ils octroient une aide financière à leurs agriculteurs pour stimuler le secteur et assurer un revenu minimum aux producteurs.

3 La contrebande désigne le transport illégal de marchandises ou de personnes, en particulier au travers de frontières, afin d'éviter de payer des taxes ou pour faire entrer/sortir des produits interdits dans un pays.

4 OMC : Organisation mondiale du commerce



c) Le choix du modèle agricole est aussi capital

En Bolivie, deux modèles agricoles coexistent : d'une part, l'**agro-industrie** qui s'oriente surtout vers l'exportation. Ce modèle agricole est historiquement lié au latifundio et est surtout appliqué dans les départements de l'*Oriente*, et principalement Santa Cruz. D'autre part, l'**économie paysanne** qui se caractérise par une activité à petite échelle surtout destinée aux cultures vivrières, avec une main-d'œuvre familiale et communautaire importante et quasiment sans capitaux ni technologie. Pour atteindre l'objectif de souveraineté alimentaire prévu dans la constitution bolivienne, le défi sera de développer le potentiel de la petite paysannerie en lui donnant non seulement l'accès à la terre mais aussi des moyens de production durables et efficaces et en lui garantissant l'accès aux marchés locaux. Un véritable défi pour un pays du Sud qui, paradoxalement, est encouragé à exporter ses produits pour obtenir des devises étrangères !

Partout au monde, de nombreux mouvements paysans luttent pour le droit à la souveraineté alimentaire. **Via Campesina** en est une belle illustration.

Via Campesina est un mouvement international qui coordonne des organisations de petits paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. Depuis sa création, Via Campesina a formulé des revendications concrètes portant essentiellement sur ces thèmes : souveraineté alimentaire et commerce, droits de l'Homme et égalité des sexes, biodiversité et ressources génétiques, réforme agraire et agriculture paysanne durable. Via Campesina est un mouvement indépendant de toute organisation politique, économique ou religieuse.

B. La Bolivie face au défi de la souveraineté sur ses ressources naturelles

Argent, or, étain, fer, antimoine, lithium, tungstène, cuivre, plomb, bismuth, gaz et pétrole sont quelques-unes des nombreuses richesses contenues dans le sous-sol bolivien ! **La Bolivie est un bon exemple pour illustrer cette apparente contradiction entre la richesse potentielle d'un pays et sa criante pauvreté.** Alors que les ressources naturelles d'un pays devraient normalement apporter richesse économique et développement, comment expliquer que bien souvent, c'est l'inverse qui se produit ?

Les racines de ce problème sont souvent historiques et reposent sur les politiques menées en faveur des oligarchies et par les dictatures du passé. Celles-ci n'ont de toute évidence jamais cherché à « développer » le pays, et ambitionnaient plutôt d'enrichir la classe dominante sur le dos d'une population sans cesse plus pauvre. Ces politiques ont, de plus, été encouragées par des institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Au nom d'un redressement économique nécessaire et du paiement de la dette extérieure, ces institutions ont encouragé la Bolivie à appliquer des **politiques « néolibérales »**¹. Celles-ci encouragent notamment les **privatisations** de certains services publics en faveur d'investisseurs étrangers et d'entreprises transnationales sensées redynamiser l'économie du pays. Entre 1985 et 2000, plusieurs entreprises publiques boliviennes ont été privatisées : les télécommunications, les chemins de fer, le transport aérien et le secteur de l'électricité. Les multinationales se montrent également avides d'accaparer les nombreuses autres ressources naturelles présentes en Bolivie comme l'eau, le gaz, le pétrole et plus récemment le lithium², comme source de nouvelle énergie verte. En théorie, l'exploitation de ressources naturelles par des investisseurs étrangers devrait avoir des retombées économiques et sociales

positives pour la population. Or, jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas du fait de la nature même des contrats passés avec ces multinationales, qui prévoient que ces dernières s'octroient de plantureux bénéfices tout en ne laissant que des miettes à l'économie du pays. Cette nouvelle forme de pillage a provoqué au cours des dernières décennies un mécontentement populaire grandissant qui aboutira aux deux événements sociaux déterminants de l'histoire récente du pays : les guerres de l'eau et du gaz déjà évoquées dans le chapitre « la Bolivie d'hier et d'aujourd'hui ».

En réponse à cette situation, le gouvernement d'Evo Morales a décidé de « récupérer » la souveraineté sur les ressources naturelles du pays, en particulier en ce qui concerne les hydrocarbures (gaz et pétrole). Cela s'est opéré par une révision des contrats avec les multinationales présentes dans le pays, l'objectif étant de rediriger une plus grande part de bénéfices en faveur de l'économie bolivienne. C'est ce que l'on a appelé une « **semi-nationalisation** » Cette démarche est assez périlleuse car le pays n'ayant pas encore la capacité d'exploiter seul ses ressources, le gouvernement doit trouver le juste compromis entre « ne plus laisser libre cours au pillage de ses richesses » et maintenir la présence des entreprises étrangères nécessaire pour poursuivre l'exploitation de ces ressources.

Le cas du lithium est emblématique. La Bolivie possède une des plus grandes réserves mondiales de lithium, un métal de plus en plus convoité pour son usage dans les batteries, entre autre des véhicules électriques. Ne souhaitant plus que les multinationales étrangères pillent le sous-sol du pays, la Bolivie a refoulé de nombreuses multinationales européennes, japonaises ou encore chinoises. Le pays accepte bien sûr de discuter avec des partenaires potentiels, mais sur un pied d'égalité.

1 Sur le néolibéralisme, voir chapitre II : La Bolivie d'hier et d'aujourd'hui.

2 Le lithium est non seulement utilisé en pharmacologie mais aussi pour les batteries électriques



C. La Bolivie face au défi du changement climatique

L'impact du climat sur la sécurité alimentaire

La Bolivie est aujourd'hui fortement touchée par les conséquences du changement climatique. Si les catastrophes naturelles, liées entre autres aux phénomènes du Niño/Niña¹, ont de tout temps marqué l'histoire du pays, force est de constater que celles-ci se sont amplifiées ces dernières années. Sécheresses dans les régions andines et forte concentration des précipitations, fonte des glaciers liée à l'augmentation de la température moyenne, inondations dans les plaines de l'Amazonie, sécheresses dans le Chaco, ... « *le climat est devenu fou* », disent les paysans, « *on ne sait plus quand semer, quand récolter. On a perdu tous nos repères* ».

Il en résulte une diminution importante de la production agricole qui touche principalement les paysans pauvres et les consommateurs à bas revenus. Plus globalement, ce problème risque d'augmenter encore la volatilité des prix agricoles au niveau mondial et donc la vulnérabilité des paysans.

Les petits paysans peuvent « refroidir la planète »

L'agriculture industrielle ou plus globalement le **système alimentaire mondial** est une des causes principales du réchauffement climatique. En effet, l'agriculture industrielle est à elle seule responsable de 13% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Si on y ajoute la déforestation pratiquée pour étendre les terres agricoles, l'impact des intrants chimiques très polluants utilisés pour l'agriculture intensive (sans compter leur nocivité pour les sols), la transformation industrielle, le transport d'aliments à travers le monde entier, les emballages nécessaires au conditionnement et les déchets produits tout au long de la chaîne de production, le système alimentaire mondial tel qu'il fonctionne actuellement est responsable de **44 à 57%** des émissions de gaz à effet de serre !

La Via Campesina, réseau international regroupant des organisations paysannes à travers le monde, plaide pour **une agriculture paysanne durable**, comme seul modèle agricole capable de lutter contre les changements climatiques et permettant en même temps d'assurer la souveraineté alimentaire dans de nombreux pays.

En Bolivie, le discours officiel du gouvernement et la nouvelle Constitution prônent la souveraineté alimentaire. Malheureusement, malgré la réforme agraire en cours et les quelques gestes concrets dont ont déjà pu bénéficier les petits paysans, l'agriculture industrielle exportatrice reste le modèle dominant du pays, avec pour ambition affirmée de produire des agrocarburants et des organismes génétiquement modifié (OGM). Cette perspective inquiète les défenseurs de la souveraineté alimentaire. La question est maintenant de savoir si la législation bolivienne arrivera à rester assez stricte et cohérente en la matière.

¹ El Niño : phénomène climatique caractérisé par des températures anormalement élevées de l'eau dans la partie est de l'Océan Pacifique. Il fait partie des anomalies qui peuvent dérouter les cyclones tropicaux de leurs routes habituelles, déplacer les zones de précipitations et de sécheresse ainsi que changer localement le niveau de la mer. Son phénomène inverse s'appelle La Niña

La justice climatique : un nouveau combat !

La Bolivie a pourtant très peu de responsabilité historique dans le changement climatique, puisqu'elle n'est responsable que de 0,04%² des émissions de GES dans le monde. Cette injustice vient encore aggraver l'inégalité Nord/Sud déjà existante.

Le gouvernement bolivien a décidé de faire de la lutte contre le changement climatique une de ses priorités. Il veut se profiler comme un acteur majeur dans les négociations climatiques internationales, et ce, pour faire entendre la voix des pays les plus pauvres.

C'est pourquoi le gouvernement a organisé en avril 2010, après l'échec de la conférence de Copenhague, un sommet sur le climat baptisé « **Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-mère** ». Ce sommet, qui a rassemblé plus de 35.000 personnes issus de mouvements sociaux originaires de toute l'Amérique latine mais également d'autres continents, a malheureusement été très peu relayé dans la presse internationale. « **L'accord des peuples** » qui en résulte plaide pour une justice climatique au niveau mondial. Celle-ci obligerait les pays responsables historiquement du changement climatique (les pays industrialisés) à réduire drastiquement leurs émissions de GES et à financer l'adaptation des pays les plus vulnérables (via un transfert de fonds et de technologies). Un tribunal international de justice climatique, un referendum mondial sur le climat et la souveraineté alimentaire, le refus des mécanismes du marché de carbone, un projet de déclaration universelle des droits de la terre-mère sont quelques-unes des propositions et des revendications issues de ce sommet. Ce document a été présenté officiellement aux Nations-Unies sans beaucoup de retombées médiatiques à Cancún, où se déroulait la 16^{ème} conférence de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC) en décembre 2010. Fin 2011, la Conférence qui se tenait à Durban, en Afrique du Sud, la **COP17**, se profilait comme une étape importante puisqu'il s'agissait de se mettre d'accord sur l'après **protocole de Kyoto**³. Mais ici aussi le document de Cochabamba a été purement retiré des textes de discussions. A Durban, les négociations ont été longues et difficiles, car elles touchent à de nombreux intérêts économiques, sociaux et environnementaux souvent contradictoires. Bien que les représentants des 190 États présents se soient entendus sur l'établissement d'une feuille de route (un nouveau cycle de négociations sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec un nouvel accord prévu d'ici 2015 et une mise en œuvre pour 2020), tout reste encore à faire pour sauver le climat.

² À titre de comparaison : L'Europe est responsable de 12% de GES au niveau mondial et les États-Unis de 16%

³ Le protocole de Kyoto est un traité international visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Signé par 168 pays en 1997 lors de la 3^e conférence annuelle de la Convention (COP 3) à Kyoto au Japon. Ce protocole vise à réduire, entre 2008 et 2012, de 5,2% par rapport au niveau de 1990 les émissions de 6 gaz à effet de serre.



Cela sera-t-il possible sans remettre en question nos modèles de production et de consommation ?

Le « Vivir bien » ou la quête d'un nouveau paradigme de civilisation

Le concept du « *Vivir bien* » ou vivre bien est une réponse des peuples indigènes à la « crise de civilisation » ou la crise globale qui conjugue les différentes crises actuelles : crise financière, climatique, énergétique, alimentaire, etc.

« *No queremos vivir mejor, queremos vivir bien* », « nous ne voulons pas vivre mieux, nous voulons seulement vivre bien » (dans le sens de « dignement »), résume l'essence de ce nouveau paradigme de civilisation. « Vivre mieux » fait référence au système capitaliste global basé sur l'accumulation de richesses matérielles qui ne bénéficie qu'à une minorité au détriment de la grande majorité et qui détruit la planète.

Le « *Vivir bien* » quant à lui se réfère à une vie en harmonie avec la terre-mère qui plaide pour la complémentarité, la réciprocité, l'égalité et la solidarité. Il fait référence aux valeurs ancestrales des peuples indigènes comme le « *suma qamaña*¹ » chez les Aymaras. Il se base également sur le fait que l'homme fait partie intégrante de la planète au même titre que les autres êtres vivants (les plantes, les animaux, etc.). Il ne domine pas la nature. Le gouvernement d'Evo Morales en a fait un principe fondateur de sa politique qui se retrouve dans la nouvelle constitution de l'État plurinational de Bolivie. Il participe à une critique radicale du système capitaliste qui se base sur un progrès linéaire et un développement illimité au détriment d'autrui et de la terre-mère.

Force est de constater que si le discours du « *Vivir bien* » est inspirant, il reste à ce jour assez théorique face à une politique de développement basée sur l'exploitation des ressources naturelles du pays.

¹ *Suma qamaña* signifie vivre bien en aymara

Qu'est-ce que le marché du carbone ?

Dans le cadre du Protocole de Kyoto définit ci-dessus, un mécanisme de plafonnement et d'échange de quotas CO₂ est prévu entre les Parties pour encourager en priorité l'amélioration des systèmes de production les plus émetteurs et les moins efficaces.

Anticipant sur ce mécanisme, l'Union européenne a mis en place dès 2005 un système communautaire d'échange de quotas d'émissions: On a

déterminé par pays le nombre de quotas nécessaires par rapport aux sites industriels présent par pays. Un pays qui, grâce à ses efforts de réductions d'émission, se retrouve avec trop de quotas a le droit de les revendre à ceux qui eux n'en ont pas assez. C'est ainsi que progressivement le marché des quotas de CO₂ s'est organisé et financiariser. D'après certains chercheurs, le marché du carbone ne fait que détourner dangereusement la volonté de vouloir mettre fin à l'utilisation industrielle des combustibles fossiles et se tourner vers un futur peu consommateur de carbone.





À RETENIR !

La Bolivie doit aujourd'hui faire face à trois grands défis :

1) atteindre la souveraineté alimentaire

La Bolivie connaît de graves problèmes alimentaires alors même que 36% de la population active vit de l'agriculture. De nombreux facteurs sont à la source de ce problème : l'absence de politique agricole, la répartition inégale des terres, le manque d'infrastructures de transport et de stockage, le manque de moyens pour la transformation et la conservation des produits et plus récemment les impacts du changement climatique sur la production agricole. Les agriculteurs boliviens doivent aussi faire face au **dumping**, c'est-à-dire la concurrence des produits importés vendus moins chers que les mêmes denrées produites localement. Beaucoup de paysans se découragent de cette situation, et il en résulte un exode rural massif vers les villes. En Bolivie, deux modèles agricoles s'opposent : d'une part, l'**agro-industrie** dans les départements de l'*Oriente* dirigée principalement vers l'exportation. D'autre part, l'**économie paysanne** à petite échelle surtout destinée aux cultures vivrières. Le gouvernement de Evo Morales s'est engagé à œuvrer pour atteindre la **souveraineté alimentaire** du pays, pour donner la capacité au pays de produire et de consommer en donnant la priorité aux cultures vivrières pour la consommation locale.

2) récupérer la souveraineté sur les ressources naturelles

Argent, or, étain, fer, antimoine, lithium, tungstène, cuivre, plomb, bismuth, gaz et pétrole sont quelques-unes des nombreuses richesses qu'abrite le sous-sol bolivien. Pourtant, la Bolivie est le pays le plus pauvre économiquement d'Amérique du Sud. Les dictatures successives et les oligarchies qui ont dirigé le pays n'ont de toute évidence pas cherché à le développer. Elles visaient plutôt à enrichir la classe dominante sur le dos d'une population sans cesse plus pauvre. Une attitude qui, au lieu d'être bannie par les institutions

internationales, a été encouragée par des **politiques néolibérales** dont le principe est de privatiser au maximum les entreprises voire d'en confier la gestion à des multinationales étrangères, tout cela au nom de la rentabilité économique. Ces dernières agissent pour leur seul profit et il y a peu de retombées positives pour le pays. Cette politique est dorénavant remise en cause par le gouvernement d'Evo Morales qui exige auprès des candidats investisseurs un plus grand bénéfice économique pour la Bolivie afin de pouvoir mettre en œuvre des projets à vocation notamment sociale.

3) faire face aux impacts du changement climatique

La Bolivie est aujourd'hui fortement touchée par les conséquences du changement climatique : sécheresses, inondations, fonte des glaciers, etc. Des études ont démontré qu'au niveau mondial, l'agriculture industrielle est une des causes principales du réchauffement climatique. En effet, elle est responsable à elle seule de 13% des émissions de GES. En y ajoutant la déforestation pratiquée pour étendre les terres agricoles, l'impact des intrants chimiques polluants, la transformation industrielle, le transport d'aliments dans le monde entier, les emballages et la production de déchets, **le système alimentaire mondial actuel est responsable de 44 à 57% des émissions de gaz à effet de serre !** Les petits paysans peuvent donc refroidir la planète ou du moins aujourd'hui freiner le processus de réchauffement. Privilégier l'essor d'une agriculture à petite échelle et encourager la consommation de produits locaux sont une partie importante des « solutions » dans la lutte contre les changements climatiques.

La Bolivie se veut le porte-parole des peuples victimes du changement climatique, qui pourtant n'en sont pas les premiers responsables ! Elle réclame de façon proactive la **justice climatique**. Elle plaide pour le concept du « **Vivir bien** » avancé par les peuples indigènes, qui se base sur un équilibre harmonieux entre le développement des sociétés humaines et les capacités en termes de ressources de notre Terre.



La Bolivie change indéniablement. Marquée par son héritage colonial dont les conséquences se font encore sentir à tous les niveaux de la société, le pays tente peu à peu de récupérer sa souveraineté et d'évoluer vers un État plurinational. La force des mobilisations sociales a joué un rôle prépondérant dans cette évolution, et continuera probablement à jouer ce rôle à l'avenir.

Le processus de changement engagé en Bolivie est néanmoins parfois très controversé. Les plus riches, craignant de perdre leurs acquis, s'opposent aux réformes et freinent le processus de changement. La majorité de la population pourtant y aspire et espère une amélioration rapide de son quotidien. Cette divergence d'intérêts provoque des affrontements parfois très violents et menace la stabilité du pays et du gouvernement. Il est évident qu'on ne change pas du jour au lendemain un pays, la culture politique, les mentalités et les rapports de force inégaux. Les pressions exercées sur le pouvoir actuel ne sont pas qu'internes. En effet, il y a lieu de se demander comment la communauté internationale, et en particulier ceux qui ont des intérêts économiques importants dans le pays, vont-ils accepter des politiques allant à contre-courant de la globalisation actuelle ?

Agriculture paysanne durable versus agro-industrie, nationalisation des ressources naturelles contre investissements étrangers et libéralisme économique sans freins, etc. À tous ces défis s'ajoute un contexte international actuel très difficile où coexistent plusieurs crises : crise économique, crises alimentaires successives, crise climatique, etc.

La Bolivie est en quête d'un nouveau paradigme de civilisation, convaincue que le modèle occidental actuellement prôné ne fonctionne pas, en tout cas pas pour 4/5 de la planète.

Et pourtant, force est de constater qu'à l'heure actuelle, son modèle de développement repose sur une politique « extractiviste » basée sur l'exploitation des ressources naturelles, peu en phase avec le discours du « *Vivir bien* », et en même temps compréhensible au vu du potentiel économique énorme du pays dans ce domaine.

Le grand défi du gouvernement actuel sera de trouver le juste milieu entre le droit à un développement décent (l'accès aux services sociaux de base et donc à une vie digne pour chaque citoyen) et ce fameux « *Vivir bien* » qui devrait permettre un développement en harmonie avec la terre-mère.

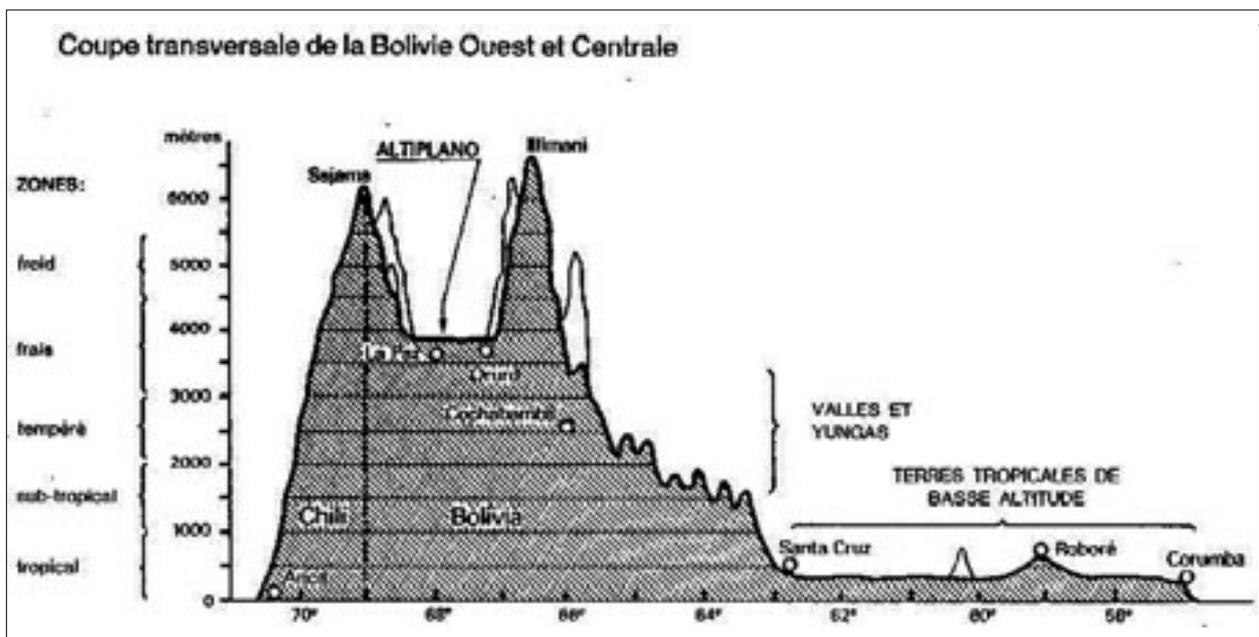
N'hésitez pas à nous contacter



Oxfam

Solidarité

Carrefours du Monde
Rue des Quatre Vents, 60
1080 Bruxelles
basta@oxfamsol.be
02 501 67 12



Légende :

- 1 Nord de l'Altiplano : steppe humide
- 2 Altiplano central : steppe
- 3 Sud de l'Altiplano : froid, désertique
- 4 Yungas, Chapare : forêt tropicale
- 5 Vallées : steppe, bois
- 6 Plaines du Nord : Amazonie tropicale
- 7 Plaines du Béni : subtropical
- 8 Plaines de Santa Cruz : savane
- 9 Plaines de l'Est : bois subtropicaux
- 10 Plaines du Chaco : subtropical



La Bolivie en quelques chiffres

	BOLIVIE	BELGIQUE
CAPITALE	Sucre (Capitale constitutionnelle) La Paz (siège du gouvernement)	Bruxelles
SUPERFICIE (KM²)	1.098.581	30.514
DEMOGRAPHIE		
Population (2011)	10.088.000	11.071.483
Densité (hab/km ²) (2011)	9,21	362,67
Espérance de vie (2011)	66,6	80
Taux de mortalité	68,5 ‰/00	10,32 ‰/00
Mortalité infantile ‰/00(enfants de 0 à 5 ans, 2011)	51 ‰/00	5 ‰/00
INDICATEURS SOCIOCULTURELS		
Indice de Développement Humain (IDH) ¹ (2011)	IDH = 0,663 108ème sur 185 pays	IDH = 0,889 18ème sur 185 pays
Taux d'alphabétisation (au-delà de 15 ans)	90,7%	99 %
Nombre de médecins pour 1000 habitants	1,7 (2004)	4,05 (2008)
Possession télévision (2005)	42%	98%
Utilisation d'internet (2010) ²	20%	78%
Téléphone mobile pour 1000 habitants	351 (2007)	1135 (2008)
ECONOMIE		
Monnaie (2012)	Boliviano (Bs)	Euro (1€ = 1,27360\$)
PIB ³ par hab. (2011)	(1\$ = 6,86Bs) (1 € = 8,74Bs) 4.013 \$	32.395 \$
ENVIRONNEMENT		
Empreinte écologique ⁴ (hectares/hab)	2,6 (2007)	8 (2007)
Émission de CO ₂ /habitant	1,3T	9,9T

Sources : Les chiffres mentionnés proviennent de différentes sources statistiques tels que le PNUD, World Guide, INEBolivia, Banque mondiale ... Ils sont donnés à titre indicatif et varient parfois légèrement d'une source à l'autre.

1 L'IDH est un indicateur composite créé par l'ONU comportant 3 éléments : durée de vie, niveau d'éducation, niveau de vie. Il est compris entre 0 (=développement nul) et 1 (=développement maximum). 185 pays sont ainsi classés par le PNUD en fonction de leur indice de développement humain.

2 Les utilisateurs d'Internet sont les personnes qui accèdent au réseau mondial.

3 Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la richesse totale créée dans le pays pendant l'année, c'est-à-dire la production de biens et de services, quelle que soit l'origine géographique de cette production. Le calcul par habitant est purement statistique et ne correspond pas à une réelle redistribution de richesse. Il s'agit donc uniquement d'un indicateur de référence.

4 L'empreinte écologique est la mesure de la pression qu'exerce l'Homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets.

